

## CANADA

### L'endettement des ménages continue de s'accroître

#### FAITS SAILLANTS

- L'ensemble du crédit aux ménages a augmenté de 6,2 % (à rythme trimestriel annualisé) au troisième trimestre de 2013.
- Le crédit à la consommation affiche une hausse de 3,9 %.
- Le crédit hypothécaire a bondi de 7,5 %.
- Les autres prêts ont crû de 3,0 %.
- Le revenu disponible des ménages a progressé de 5,0 % durant le trimestre, soit un rythme inférieur à celui de l'ensemble du crédit aux ménages.
- Le ratio de la dette contractée sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible a donc une fois de plus augmenté au troisième trimestre, passant de 163,1 % à 163,7 %.

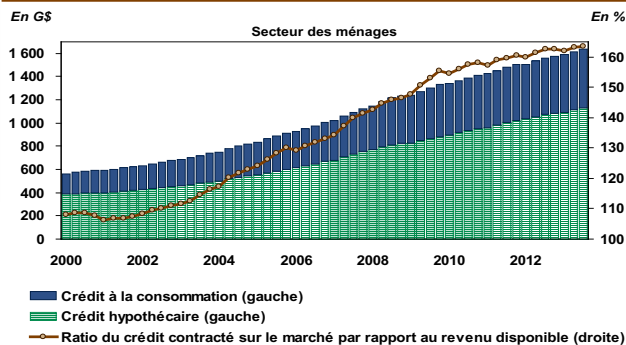
#### COMMENTAIRES

Ceux qui espéraient un apaisement des inquiétudes associées à l'endettement trop élevé des ménages canadiens seront déçus ce matin. Cette nouvelle détérioration du bilan des ménages a poussé le ratio de la dette contractée sur le marché du crédit en proportion au revenu disponible à un nouveau sommet historique, ce qui ramène à l'avant-scène les préoccupations concernant la situation financière des ménages.

Pour l'instant, les risques demeurent néanmoins limités. Le maintien de taux d'intérêt très bas d'un point de vue historique contribue à freiner l'évolution du service de la dette. De plus, l'actif des ménages s'est aussi apprécié de façon significative au troisième trimestre (+8,6 %), grâce notamment à une hausse de 10,5 % de la valeur des actifs financiers et un gain de 3,6 % des actifs associés aux immeubles résidentiels. Ainsi, le ratio de la dette contractée sur le marché du crédit, mais exprimé en proportion de la valeur nette des ménages a légèrement reculé au troisième trimestre, soit de 23,6 % à 23,5 %.

Les inquiétudes proviennent des impacts qu'un choc potentiel pourrait avoir sur les ménages canadiens dans les trimestres à venir. D'une part, les prix des propriétés pourraient diminuer légèrement alors qu'un ralentissement

#### Le ratio d'endettement des ménages a atteint un nouveau sommet au troisième trimestre de 2013



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

généralisé est attendu au sein du marché de l'habitation, affectant ainsi la valeur des actifs des ménages canadiens. D'autre part, les taux d'intérêt seront inévitablement rehaussés un jour ou l'autre. Bien sûr, les hausses ne sont pas prévues avant plusieurs trimestres, mais il est à craindre qu'un nombre grandissant de ménages ait de la difficulté à respecter leurs obligations financières lorsque la remontée des taux se concrétisera. Pour restreindre ces risques, la Banque du Canada (BdC) et le ministère des Finances cherchent depuis un bon moment à inciter les ménages à améliorer leur bilan. Visiblement, les résultats à cet égard demeurent insuffisants.

**Implications :** Bien sûr, le ralentissement anticipé du marché immobilier pourrait à lui seul fortement contribuer à ralentir la progression de l'endettement des ménages. Il est toutefois évident que le ministère des Finances et la BdC resteront aux aguets. Ainsi, malgré ce que pensent certains investisseurs, l'éventualité d'une réduction de taux d'intérêt directs dans les mois à venir peut être écartée, car les risques d'inciter les ménages à s'endetter davantage apparaissent trop grands par rapport aux bénéfices que pourrait en tirer l'économie canadienne.

**Benoit P. Durocher**  
Économiste principal

**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Yves St-Maurice**  
Directeur principal et économiste en chef adjoint

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

**Hélène Bégin**  
Économiste principale

**Benoit P. Durocher**  
Économiste principal

**Francis Généreux**  
Économiste principal